Liminaire du CSAL du 03/04/2023

Monsieur le Président,

Depuis le 19 janvier dernier, la population ne cesse de démontrer sa très forte détermination à refuser le projet de réforme des retraites du gouvernement à travers les grèves, les manifestations mais aussi la pétition en ligne qui a atteint un million de signatures.
Au fil des semaines, les sondages démontrent également une hausse de ce rejet massif puisque dorénavant, plus de 7 français sur 10 et 9 travailleurs sur 10 se disent opposés au projet de réforme.

C'est ainsi que les agents du Puy de Dôme dénoncent le projet de réforme des retraites.

Depuis le début du débat parlementaire sur les retraites, le gouvernement ne cesse de répéter qu'il n'y aurait aucune autre alternative que de reporter l'âge légal de départ et d'accélérer la durée de cotisation, pour « sauver » notre système par répartition. Pour nous le prouver, des montants à 10 chiffres sont jetés en pâture à l'opinion publique. Cette dramatisation à grand renfort de milliards n'est pas nouvelle, elle avait déjà été employée pour les précédentes réformes sur les retraites. Aujourd'hui cet argument ne passe plus. Il n'y a plus de résignation chez les salariés.

De l'argent il y en a pour financer nos retraites, aux finances on sait ça !

Derrière la question du financement des retraites, c'est bel et bien la question de la répartition des richesses qui est posée. Des solutions existent pour combler le déficit provisoire et pour envisager une réforme ambitieuse pour améliorer le système existant :

	Recettes possibles
Supprimer les exonérations de cotisations sociales vieillesse	15 milliards d'euros par an
Ponctionner le fond de réserve des retraites	1,5 milliard d'euros par an
Augmenter les cotisations sociales patronales de 0,8 %	12 milliards d'euros par an
Introduire une cotisation sociale sur les dividendes avec un taux de 28%	25 milliards d'euros par an
Rétablissement de l'Impôt de Solidarité sur la Fortune (ISF)	3,2 milliards d'euros supplémentaires
Augmenter le niveau général des salaires	
Égalité salariale entre les femmes et les hommes	5 milliards d'euros
Total	**61, 7 milliards**
Estimation de manque de recettes sur 10 ans	**88 milliards**

Ces quelques pistes visent à souligner qu'il existe de nombreux moyens de faire face à une dégradation conjoncturelle de l'équilibre financier du système des retraites. D'autres choix sont possibles sans mettre en péril notre économie !

Le ministre des Comptes publics, Gabriel Attal se félicite dans la presse d'un montant record de 14,6 milliards d'euros mis en recouvrement au titre de la fraude fiscale en 2022, dont 9 milliards concerneraient les entreprises, et 2,2 milliards la TVA.

Les chiffres annoncés par le Ministre ne sont pas encore mis à disposition des organisations syndicales, et le rapport d'activité 2022 de l'administration n'est pas encore connu. Mais si une augmentation se confirme, il faudra savoir ce qu'il y a derrière ces données. D'ores et déjà, Solidaires Finances Publiques émet certaines réserves.

Dans les précédents observatoires internes de la DGFiP, les agents ont dénoncé les réformes et réorganisations incessantes, l'augmentation de leur charge de travail qui n'est plus en adéquation avec les effectifs réels dans les services, la chute vertigineuse de leur pouvoir d'achat… sans pour autant que la DGFiP n'en tire les conséquences en termes de recrutement, de rémunération, de maintien du maillage territorial, d'exercice de sa mission de service public pour l'intérêt général.

La perte du pouvoir d'achat dans ce contexte d'inflation est ressentie comme une preuve supplémentaire du mépris de l'administration.

Au niveau local on ne peut que souligner la dégradation des conditions de travail dans l'ensemble des services. Les collègues sont à bout. Le manque de personnel pour faire face aux missions entraîne une surcharge toujours plus grande notamment sur les sachants de moins en moins nombreux.
Le collectif qui nous a permis jusqu'ici de tenir est en train de se déliter.

Les entretiens d'évaluation professionnelle sont perçus comme un camouflet et un manque de considération de notre hiérarchie. Le message « les agents de la DGFIP sont trop bien notés » est particulièrement mal vécu par l'ensemble des personnels au vu des efforts et de l'investissement fournis.

Malgré toutes nos alertes, nous ne voyons aucun signe de prise en compte de la très grande souffrance et colère des agents.
Ce n'est pas parce que certains collègues ne s'expriment plus que tout va bien.
Le silence et l'épuisement vont finir par entraîner des conséquences sur leur santé.

Méfiez-vous !

Vous l'aurez compris ce CSAL se tient en période de fort mécontentement et de lutte contre le projet de réforme des retraites.

Monsieur le Président tout va de plus en plus mal dans notre Département.